



Depuis 2014, le Cameroun est affecté par les effets du mouvement insurgé de l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EAIO, ex Boko Haram). L'augmentation des attaques et incursions aux Nigéria, au Cameroun et dans les pays frontaliers a créé des déplacements de populations depuis les zones de conflit et de violence.

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a lancé son premier numéro de la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) en Novembre 2015 avec pour objectif de fournir des informations régulières, exactes et à jour sur les populations déplacées dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun afin d'informer la réponse du Gouvernement du Cameroun et de la communauté humanitaire. La DTM Cameroun peut être comparée avec la DTM Nigéria pour un aperçu des déplacements dans la région.

Les données collectées du 19 Septembre au 10 Octobre 2016, présentées dans ce cinquième rapport, incluent des informations sur le nombre de personnes déplacées, les périodes de déplacement, les raisons du déplacement, les types de logement, des informations sur les ménages, et des données démographiques. Ces données ont été collectées dans 06 départements, 37 arrondissements et 543 villages de la région de l'Extrême-Nord.

*Aux fins d'analyse, les résultats et chiffres inclus dans ce rapport ont été arrondis. Les données brutes sont disponibles en Annexe. Cette phase de la DTM a été menée au niveau des villages pour fournir des informations plus précises sur la population déplacée.*

## FAITS SAILLANTS

Population identifiée par la DTM en Octobre 2016 dans l'Extrême-Nord du Cameroun :

- 198,889 Personnes Déplacées Internes (35,630 ménages)
- 26,743 Réfugiés Non Enregistrés (5,070 ménages)
- 36,068 Retournés (6,946 ménages)



92% de la population déplacée a été déplacée par l'insurrection/conflit et 8% par des inondations et autres catastrophes naturelles.



45% de la population déplacée actuelle a été déplacée en 2016 (Janvier à Octobre 2016), 28% en 2015, 22% en 2014 et 5% avant 2014.



72% des ménages déplacés vit dans des communautés hôtes alors que 15% vit en location, 9% dans des sites spontanés, 2% dans des centres collectifs, et 2% en plein air.

## Répartition de la population déplacée par département, telle qu'identifiée en Octobre 2016

Département <sup>1</sup>	N° de PDIs		N° de Réfugiés Non Enregistrés		N° de Retournés	
Diamaré	4,963	2%	128	0%	386	0%
Logone-Et-Chari	95,911	37%	12,770	5%	16,604	6%
Mayo-Danay	13,791	5%	156	0%	5,145	2%
Mayo-Kani	247	0%	3	0%	657	0%
Mayo-Sava	55,336	21%	700	0%	38	0%
Mayo-Tsanaga	28,641	11%	12,986	5%	13,238	5%
<b>Total</b>	<b>198,889</b>	<b>76%</b>	<b>26,743</b>	<b>10%</b>	<b>36,068</b>	<b>14%</b>

Des PDIs, réfugiés non enregistrés, et retournés ont été identifiés par les informateurs clés dans 541 localités<sup>2</sup>. 72% des ménages déplacés vit dans des communautés hôtes alors que 15% vit en location, 9% dans des sites spontanés, 2% dans des centres collectifs, et 2% en plein air.

Les départements du Logone-Et-Chari et du Mayo-Sava continuent d'accueillir la population déplacée la plus importante, accueillant respectivement 48% des déplacés (37% PDIs, 5% réfugiés non enregistrés et 6% retournés) et 21% (principalement des PDIs).

Il a également été rapporté la présence de personnes déplacées par le conflit en dehors de la région de l'Extrême-Nord, précisément dans les régions du Nord et de l'Adamaoua. La communauté humanitaire suit actuellement la situation de ces déplacés; la DTM reste focalisée sur la région de l'Extrême-Nord.

Notes: 1) Une répartition détaillée de la population par arrondissement est disponible en Annexe 1

Notes: 2) La liste des localités se trouve dans les données brutes et une carte est disponible en Annexe 2

## Données Démographiques



La population déplacée est composée à 50.7% de femmes et à 49.3% d'hommes.



67% de la population déplacée a moins de 18 ans. Parmi cette population, 37% est âgé de 0 à 5 ans.



Les personnes de plus de 60 ans représentent 4% de la population.

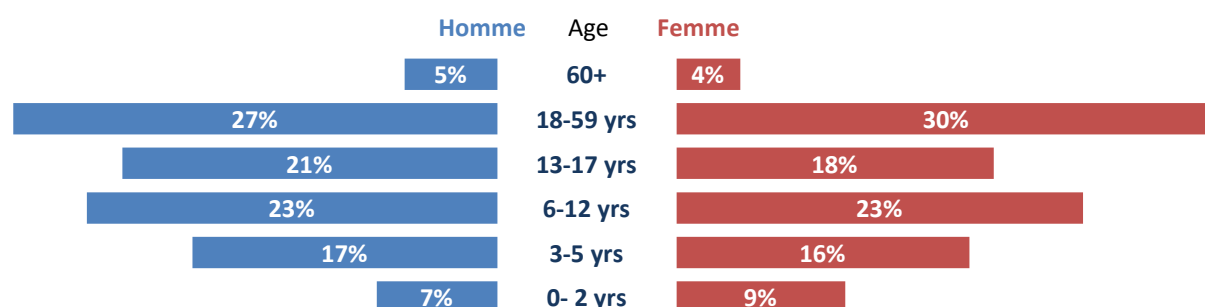


La taille moyenne d'un ménage déplacé est 8.5.



98% des ménages déplacés ont des enfants. Pour ces familles avec enfants, le nombre moyen d'enfants par ménage est 5.8.

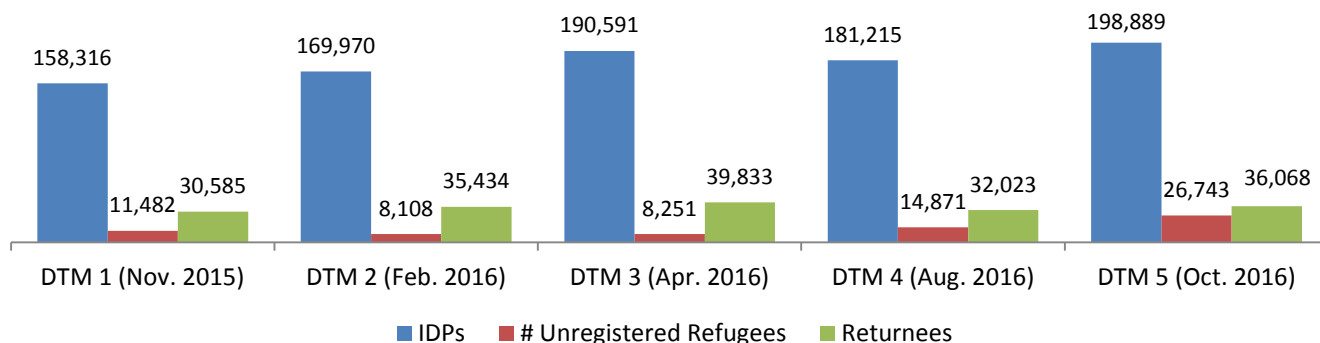
## Répartition démographique de la population déplacée par âge et sexe



## 2. EVOLUTION DU DEPLACEMENT ENTRE LES PHASES DE DTM

261,700 personnes déplacées ou retournées résident actuellement dans 541 villages de la région de l'Extrême Nord du Cameroun. La population suivie est composée de trois catégories de mouvements: personnes déplacées internes, réfugiés non enregistrés, et retournés.

Total des individus déplacés par catégorie, de Novembre 2015 à Octobre 2016

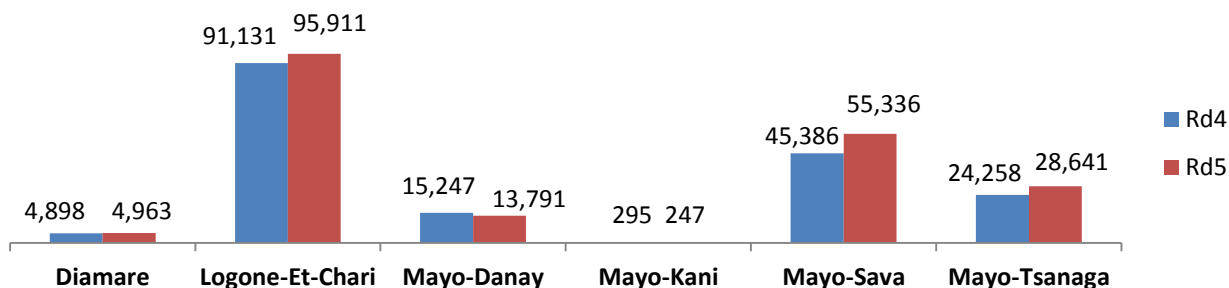


- Près d'un an après la première DTM au Cameroun (Numéro 1 – Nov.2015), 261,700 individus, représentant 47,646 ménages, ont été identifiés comme déplacés ou retournés dans la région de l'Extrême Nord. Cela représente une augmentation d'environ 30% en comparaison avec le total d'individus initialement identifiés.
- En comparaison avec la précédente DTM (Août 2016), une augmentation générale a été observée chez les populations suivies: 10% pour les PDI, 80% pour les réfugiés non enregistrés et 13% pour les retournés.
- Les personnes ont tendance à se déplacer une fois et à rester à proximité de leur lieu d'origine. En général, les mouvements ont lieu dans le même département: 87% pour le Logone et Chari, 97% pour le Mayo-Danay, 98% pour le Mayo-Sava et 60% pour le Mayo-Tsanaga. Sur les 6 départements, seuls le Diamaré et le Mayo-Kani ont une tendance différente, avec respectivement 98% et 92% des mouvements venant d'autres départements.

### Evolution par Catégorie de Déplacement

Cette section analyse l'évolution entre Aout 2016 (Numéro 4) et Octobre 2016 (Numéro 5), et a pour objectif de donner un aperçu des changements ayant eu lieu entre les deux DTM pour chaque catégorie suivie. Cette section vise à fournir des informations permettant de mieux comprendre le déplacement dans le contexte changeant de la région de l'Extrême-Nord.

**PDI:** Tendances des mouvements d'Août 2016 (DTM 4) à Octobre 2016 (DTM 5)

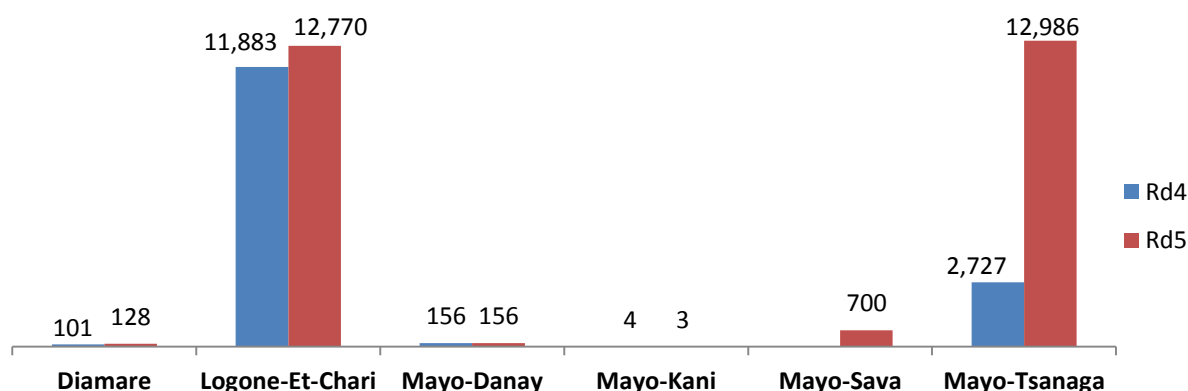


- Depuis Août 2016, le déplacement interne a continué d'augmenter, avec les concentrations les plus importantes de PDI restant dans le département du Logone-et-Chari, suivi par le département du Mayo-Sava.
- Les départements accueillant des populations déplacées par les inondations (Mayo-Danay et Mayo-Kani) ont connu une diminution du déplacement, tandis que les départements accueillant des populations déplacées par le conflit continuent d'abriter un nombre accru de PDI.
- Les arrondissements de Makary, Kousséri, Fotokol et Zina (Logone-et-Chari) continuent d'accueillir les concentrations les plus importantes de PDI bien que montrant respectivement une augmentation de 20%, une diminution de 6%, une augmentation de 36% et une diminution de 39% de leur population déplacée. L'arrondissement de Fotokol a connu l'augmentation la plus importante avec 4,113 individus additionnels. Plusieurs attaques sur des villages localisés à la frontière Nigériane dans cet arrondissement expliquent cette augmentation.

## 2. EVOLUTION DU DEPLACEMENT ENTRE LES PHASES DE DTM

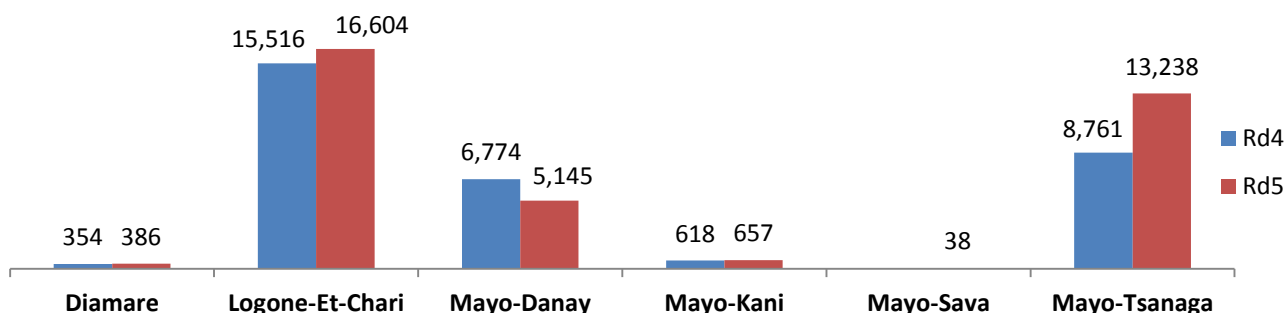
- Depuis Août 2016, le département du Mayo-Sava a connu une augmentation de sa population déplacée dans ses trois arrondissements. Les PDIs dans les arrondissements de Kolofata, Mora et Tokombéré ont respectivement augmenté de 9%, 34% et 21%. L'augmentation importante de PDIs à Meme est en partie due à l'arrivée de PDIs dans les jours ayant suivi la collecte des données pour la quatrième DTM. De plus, la présence d'un poste militaire à Kolofata semble avoir provoqué un déplacement accru vers cette ville.
- Les départements du Mayo-Kani et Mayo-Danay ont connu une légère baisse parmi les PDIs. La population de PDIs dans l'arrondissement de Yagoua, résidant principalement dans des sites spontanés, reste inchangée. Le déplacement observé dans cet arrondissement devrait rester relativement constant car la population déplacée a établi ces sites depuis avant 2014 et a exprimé des intentions limitées de retour du fait du risque continu d'inondations dans les villages d'origine.

### Réfugiés Non Enregistrés: Tendances des mouvements d'Août 2016 (DTM 4) à Octobre 2016 (DTM 5)



- Les mouvements de réfugiés non enregistrés les plus importants sont observés dans les départements du Mayo-Tsanaga et du Logone-et-Chari. Conformément à la précédente DTM, les arrondissements de Koza, Mokolo, Goulfey, Hile-Alifa, Logone-Birni et Zina n'accueillent aucun réfugié non enregistré.
- L'arrondissement de Mogode accueille 12,298 réfugiés non enregistrés, représentant 95% de cette population pour le département du Mayo-Tsanaga. Les réfugiés non enregistrés résidant dans l'arrondissement de Mogode sont arrivés en plusieurs vagues depuis 2014 mais n'avaient pas été identifiés par les précédentes DTM, et les évaluations menées au niveau des villages ont permis l'identification d'un nombre accru d'individus déplacés. La présence de réfugiés non enregistrés dans l'arrondissement de Mogode peut être expliquée par sa proximité avec l'Etat de l'Adamawa au Nigéria, qui est affecté par le conflit, et par les mesures de sécurité mises en place par les autorités camerounaises, faisant de cet arrondissement l'un des plus sûrs du département.

### Retournés: Tendances des mouvements d'Août 2016 (DTM 4) à Octobre 2016 (DTM 5)



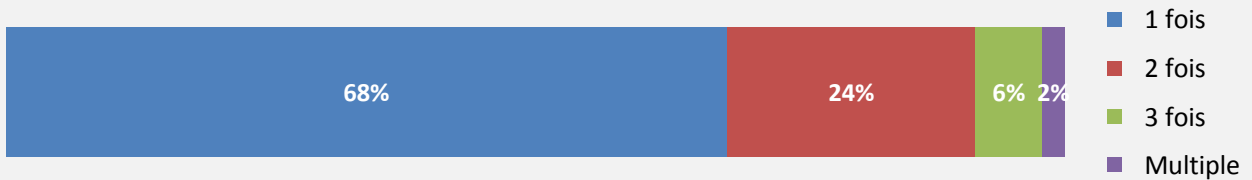
- Les retours ont augmenté dans les départements du Logone-et-Chari (7%) et du Mayo-Tsanaga (51%). Une légère augmentation a également été constatée pour les départements du Diamaré, Mayo-Kani et Mayo-Sava mais représente beaucoup moins d'individus.
- Le Mayo-Danay est le seul département où la population retournée a diminué depuis Août 2016. Comme lors de la quatrième DTM, les arrondissements de Maga et Yagoua n'accueillent pas de retournés. Des retours importants sont toujours rapportés à Kai-Kai bien qu'une diminution de 26% ait eu lieu depuis la quatrième DTM.
- Le département du Mayo accueille le moins de retournés (38), tous localisés dans l'arrondissement de Kolofata.

### 3. PROFIL DU DEPLACEMENT

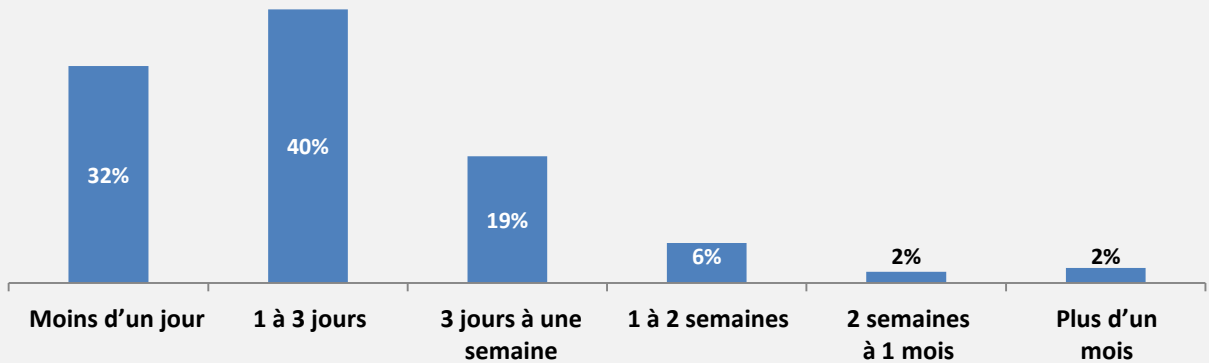
- Les données présentées dans cette section ont été collectées par des entretiens avec 1,049 ménages déplacés résidant dans les 6 départements de la région de l'Extrême-Nord et incluent des informations sur le processus de déplacement, les visites dans les zones d'origine, les relations avec les communautés hôtes et les aspects socioéconomiques du déplacement.
- Le but de ce profil est de mieux comprendre le déplacement et la situation actuelle des ménages déplacés afin de fournir une assistance complète répondant le mieux possible aux besoins des personnes déplacées.

#### Processus de Déplacement










- La majorité des ménages déplacés déclarent avoir été déplacés 1 fois (68%), tandis que les autres ont été déplacés deux fois (24%), trois fois (6%), ou plus (2%).



- 40% des ménages déplacés a effectué un trajet de 1 à 3 jours. Les autres ont voyagé moins d'un jour (32%), d'une semaine (19%), de 2 semaines (6%), ou plus d'un mois (2%).

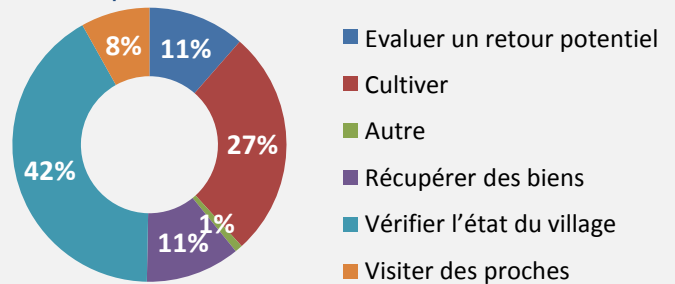
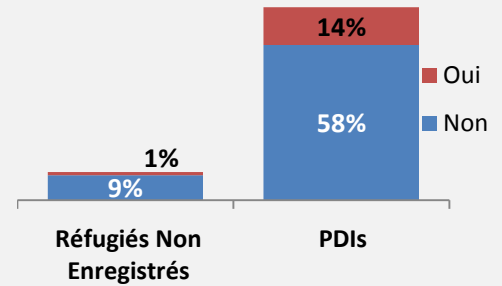


- 59% des ménages interviewés se sont déplacés à pied, 5% à dos d'animal, 9% en voiture, 13% en transport public, 5% en vélo, 3% en pirogue et 7% en moto. Les familles se sont déplacées seules (41%) ou avec d'autres familles (59%).
- 63% des ménages avaient une destination dès leur départ, ce qui n'était pas le cas pour les 37% restants. Ceux qui avaient une destination ont rejoint de la famille (58%) ou des amis (14%), se sont dirigés vers la ville la plus proche considérée comme sûre (17%), vers un ancien lieu de résidence (4%), vers une zone peuplée par la même ethnie (2%), et vers le camp militaire le plus proche (1%).
- Les ménages interviewés déclarent avoir emporté avec eux les articles suivants:

 Vêtements: 28%	 Documents d'identité: 27%	 Articles de cuisine: 13%
 Vivres: 10%	 Articles d'hygiène : 6%	 Bétail: 6%
 Moustiquaire: 4%	 Lampe solaire: 2%	 Matériel agricole: 1%

#### Visites dans les Zones d'Origine

- La plupart des ménages déplacés ne mène pas de visites périodiques dans leur zone d'origine (68%) alors que 32% en mène. Pour 80% des ménages, la décision de visite est prise par chaque famille, alors qu'elle est prise par les représentants des déplacés pour 9%, par les autorités (traditionnelles, administratives ou militaires) pour 8%, et par d'autres entités pour 2%.
- 48% des ménages visitent leur lieu d'origine à des périodes irrégulières alors que 9% s'y rendent chaque semaine, 12% chaque mois, 25% plusieurs fois par semaine, et 7% plusieurs fois par mois.
- Les ménages visitent leur zone d'origine pour vérifier l'état du village/maison (42%), récupérer des biens (11%), cultiver (27%), évaluer la possibilité d'un retour (11%), et visiter des proches (8%).

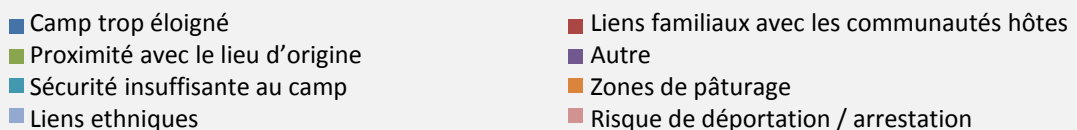


#### Relations avec les Communautés Hôtes

- 37% des ménages interviewés indiquent que les communautés hôtes sont prêtes à assister mais n'ont pas les moyens nécessaires, sont prêtes à assister pour le temps nécessaire (54%), sont prêtes à assister pour un temps limité (8%), et qu'il existe des tensions (1%).
- 67% des ménages interviewés rapportent résider dans des communautés hôtes du fait de liens ethniques forts. Les autres ont choisi leur zone de déplacement car il s'agissait de la ville sécurisée la plus proche (23%), d'une zone d'accueil identifiée par les autorités (5%), pour des raisons économiques (3%) ou du fait de la présence de pâturages (2%).

#### Raisons pour lesquelles les réfugiés non enregistrés résident en dehors du camp de Minawao

- Les réfugiés non enregistrés interviewés indiquent avoir décidé de ne pas se rendre au camp de Minawao pour les raisons suivantes: liens familiaux avec la communauté hôte (31%), le camp est trop loin (25%), zone de déplacement proche de la zone d'origine (15%), présence de zones de pâturage (9%), pas assez de sécurité au camp (2%), risques de déportation / arrestation (3%) et autres (16%).





#### Aspects Socioéconomiques

##### Techniques de survie adoptées :

- Le déplacement affecte généralement les moyens de subsistance et les structures communautaires, dont les filets de protection sociale et les mécanismes de subsistance établis. Ainsi, les ménages déplacés développent de nouvelles techniques de survie pour remplir, au moins partiellement, leurs besoins les plus basiques.
- Le tableau ci-dessous liste les techniques de survie dont l'utilisation a été confirmée par les ménages interviewés dans leur site / village au cours des deux semaines précédant la collecte des données :

Type des techniques de survie	Ne sait pas	Non	Oui	Total
Emprunt d'argent	17%	35%	48%	100%
Achat de nourriture à crédit	18%	49%	34%	100%
Envoi de membres de famille dans d'autres sites	22%	50%	28%	100%
Réduction du nombre de repas par jour	16%	24%	61%	100%
Journées entières sans manger	17%	36%	47%	100%
Survie grâce aux dons alimentaires	18%	45%	37%	100%
Vente des biens de valeur de la famille	17%	35%	48%	100%
Utilisation (vendu/mangé) des ressources de travail (outils, semences)	23%	40%	37%	100%

##### Moyens de subsistance avant le déplacement et dans la zone de déplacement :

- Les trois secteurs principaux des moyens de subsistance des ménages interviewés sont :
  - Agriculture: 31% avant le déplacement et 33% dans la zone de déplacement.
  - Travail journalier: 8% avant le déplacement et 17% dans la zone de déplacement.
  - Petit commerce: 19% avant le déplacement et 8% dans la zone de déplacement.

- Cette évolution souligne la perte probable des moyens de production par une partie des ménages déplacés, ce qui expliquerait l'augmentation des moyens de subsistance nécessitant peu ou pas d'outils de production (travail journalier, collecte de bois, artisanat, vente de services, mendicité) et la diminution des moyens de subsistance nécessitant un équipement de base et des intrants (agriculture et petit commerce).

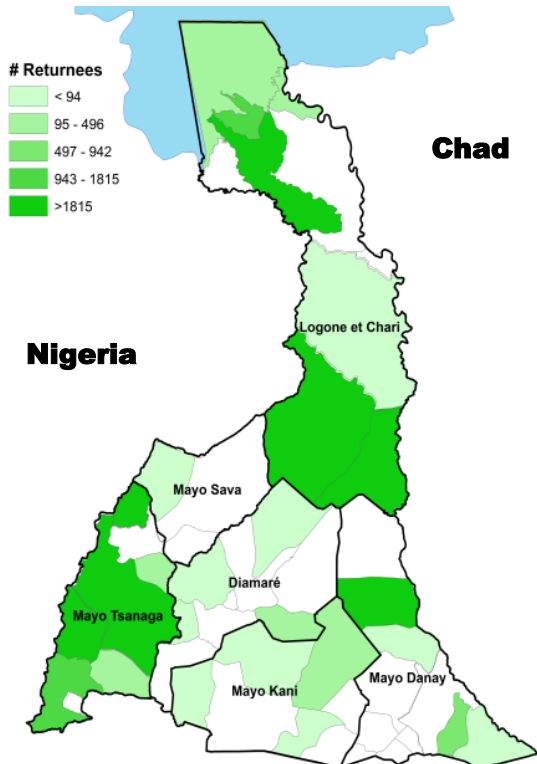
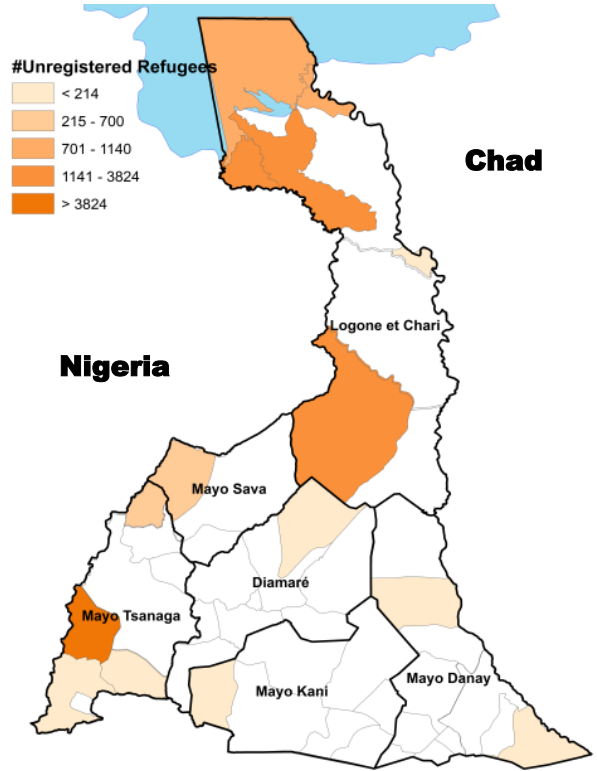
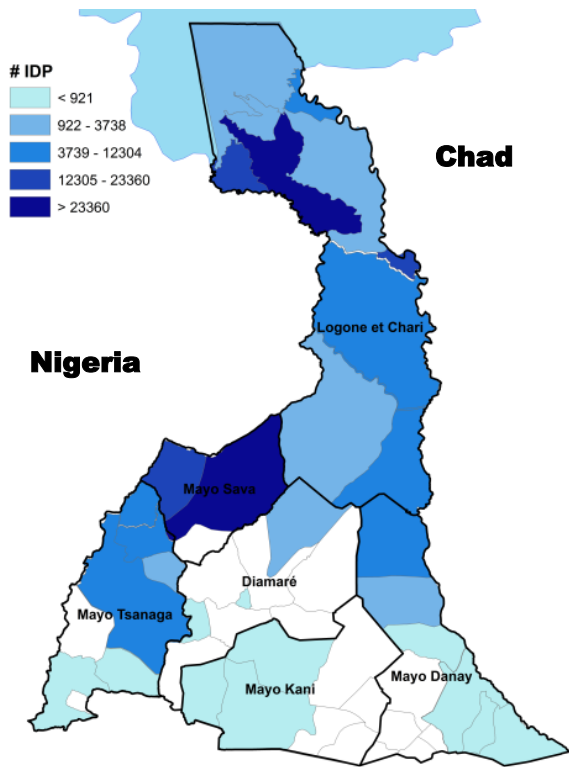
- En outre, l'augmentation de certains moyens de subsistance (revente de biens de valeur, mendicité, et chômage) souligne l'augmentation de la vulnérabilité économique et l'incapacité potentielle des ménages à remplir leurs besoins.

- Enfin, l'augmentation de la collecte du bois pourrait avoir des conséquences néfastes pour l'environnement dans une zone déjà affectée par la déforestation.

Moyen de Subsistance	Avant le déplacement	Pendant le déplacement
Agriculture	31.42%	33.12%
Travail Journalier	8.45%	17.17%
Petit commerce	18.51%	8.47%
Elevage	20.01%	14.54%
Pêche	7.56%	6.93%
Collecte de Bois	3.95%	7.79%
Revente Agricole	4.09%	2.27%
Aucun	0.85%	1.04%
Artisanat	0.94%	2.54%
Vente de Services	0.52%	2.67%
Mendicité	0.19%	0.82%
Revente des Biens Familiaux	1.17%	1.27%
Autre	0.85%	1.27%
Emploi dans le Secteur Privé	0.66%	0.05%
Fonctionnaire	0.85%	0.05%

## 4. REPARTITION DES POPULATIONS PAR ARRONDISSEMENT

Répartition de personnes déplacées internes (bleu), réfugiés non enregistrés (orange), et retournés (vert) par arrondissement



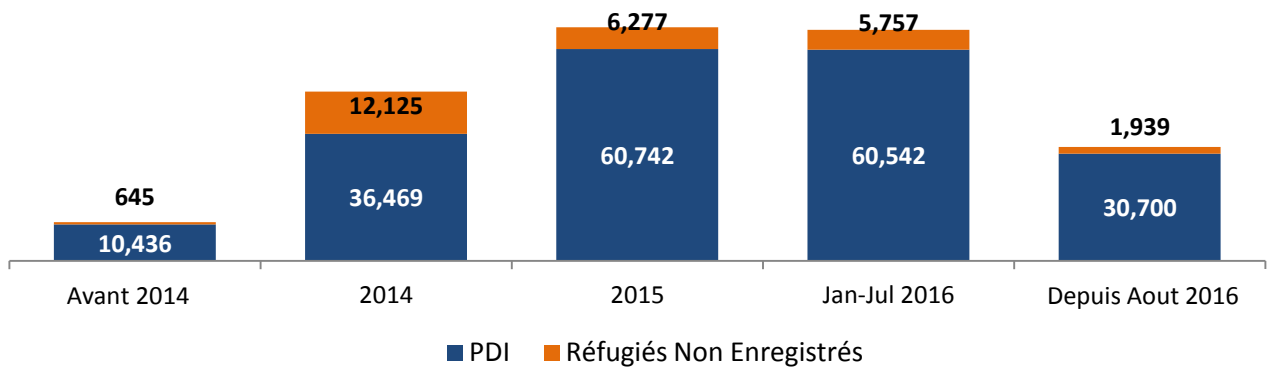
- Des PDI ont été identifiés dans 32 arrondissements de la région. Les concentrations les plus importantes sont dans les arrondissements de Makary (34,533), Kousséri (18,078) et Fotokol (15,306) dans le département de Logone-et-Chari; Mora (30,188) et Kolofata (23,360) dans le Mayo-Sava; et Koza (12,305) dans le Mayo-Tsanaga.
- Des réfugiés non enregistrés ont été identifiés dans 15 arrondissements de la région. Le département du Mayo-Tsanaga accueille 48% de cette catégorie, dont 12,298 personnes dans l'arrondissement de Mogode. Le département du Logone-et-Chari accueille également 48% des réfugiés non enregistrés, notamment dans les arrondissements de Fotokol (3,824), Makary (3,602) et Waza (3,040).
- Des retournés ont été identifiés dans 26 arrondissements de la région. La plupart des retournés, 16,604 individus, sont localisés dans le département du Logone-et-Chari, particulièrement dans les arrondissements de Makary (7,454), Waza (3,215) et Zina (3,526). Le Mayo-Tsanaga vient en seconde position avec un total de 13,238 retournés.



- 5% de la population déplacée (PDIs et réfugiés non enregistrés) s'est déplacée avant 2014, 22% en 2014, 30% en 2015, et 29% entre Janvier et Juillet 2016. Les 14% restants se sont déplacés durant la période couverte par ce rapport.
- Des mouvements importants ont été enregistrés en 2015, représentant 30% des déplacements dans la région de l'Extrême Nord. Les mouvements enregistrés en 2016 représentent 44% des déplacements observés, ce qui souligne l'importance continue des mouvements.

### Arrivée des PDIs et des Réfugiés Non Enregistrés

Arrivée des PDIs et des Réfugiés Non Enregistrés par période

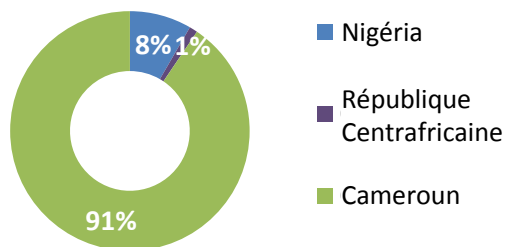


- La DTM est mise en œuvre dans la région de l'Extrême-Nord et se focalise sur les PDIs, retournés et réfugiés non enregistrés. La DTM n'inclut donc pas de données sur les PDIs résidant dans les régions de l'Adamaoua ou du Nord ou sur les réfugiés enregistrés résidant au camp de Minawao.
- 45% des PDIs actuellement déplacées dans la région de l'Extrême-Nord l'ont été en 2016 (30% entre Janvier et Juillet, et 15% entre Aout et Octobre), 31% en 2015, 18% en 2014 et 5% avant 2014. Cette tendance souligne un déplacement continu des Camerounais dans leur propre pays.
- La grande majorité des réfugiés non enregistrés résidant actuellement au Cameroun (98%) est arrivée à partir de 2014, ce qui correspond à l'augmentation de la violence au Nord Est du Nigéria. Les réfugiés non enregistrés arrivés avant 2014 ne représentent que 2%.
- Le déplacement, interne et transfrontalier, continue d'augmenter. L'augmentation continue du déplacement est vraisemblablement due aux attaques continues de Boko Haram, particulièrement dans les zones rurales et les zones frontalières, forçant les populations à se déplacer à l'intérieur des terres pour trouver une meilleure sécurité. De plus, les avancées de l'Armée Nigérienne ont causé une perte importante de territoires pour Boko Haram, ce qui a forcé le groupe à quitter des positions relativement stables et à augmenter ses attaques « éclairs » (*hit-and-run*) à des fins de réapprovisionnement, notamment dans les zones frontalières. Ainsi, malgré une amélioration générale de la sécurité, les attaques continues de Boko Haram continuent de déplacer des populations.
- Enfin, les périodes de déplacement correspondent à l'évolution de la violence de Boko Haram. Le groupe a augmenté ses attaques contre le Cameroun à partir de la fin de 2014, avec une augmentation claire en 2015. L'augmentation de la violence contre les civils dans des localités plus éloignées de la frontière avec le Nigéria et l'utilisation de tactiques aveugles, telle les attaques kamikazes, ont vraisemblablement résulté en un déplacement accru en 2015 et 2016.

## 6. TENDANCES DE RETOUR: RETOURNES<sup>1</sup>

- 91% des retournés sont des anciens PDIs revenus à leur lieu de résidence d'origine alors que 9% des retournés sont des nationaux Camerounais revenus d'un pays étranger (8% du Nigéria et 1% de RCA).

Pays de provenance	Total (# individus)
Nigéria	3,015
République Centrafricaine	399
Cameroun	32,654
<b>Total</b>	<b>36,068</b>



### Anciens PDIs

Des 36,068 retournés identifiés en Octobre 2016, 32,654 (91%) sont d'anciens PDIs étant revenus à leur lieu de résidence d'origine.

#### Répartition des retournés (anciens PDIs) par département et période

Département	Total	Périodes	Total
Diamaré	50	Avant 2014	834
Logone-Et-Chari	16,169	En 2014	8,130
Mayo-Danay	5,088	En 2015	5,477
Mayo-Kani	67	Jan - Juil. 2016	13,273
Mayo-Sava	38	Depuis Aout 2016	4,940
Mayo-Tsanaga	11,242	<b>Total</b>	<b>32,654</b>
<b>Total</b>	<b>32,654</b>		

Raisons de retour : 49% des anciens PDIs sont rentrés dans leur zone d'origine car la sécurité a été restaurée. Les autres sont rentrés à cause du manque de moyens de subsistance pendant le déplacement (18%), du manque d'assistance pendant le déplacement (15%), du manque de sécurité dans la zone de déplacement (8%), sous recommandation des autorités civiles ou militaires (6%), de tensions avec les communautés hôtes (3%) ou de l'impossibilité des communautés hôtes à continuer à les assister (2%).

### Retournés Rentrés d'un Autre Pays

Des 36,068 retournés identifiés, 3,414 (9%) sont des Camerounais rentrés d'un pays étranger, à savoir le Nigéria (3,015 individus / 88%) et la République Centrafricaine (399 individus / 12%).

Raisons de retour : 67% des retournés d'un pays étranger déclarent être rentrés car ils pourraient avoir un soutien familial. Les autres sont rentrés du fait de l'insécurité dans le pays étranger (13%), la perte des moyens économiques (11%), la perte de biens (5%), pour aider leur famille (3%), et la discrimination dans le pays étranger (1). Aucun retour forcé n'a été mentionné pour cette période de collecte des données.

#### Répartition des retournés par département de retour et pays de provenance

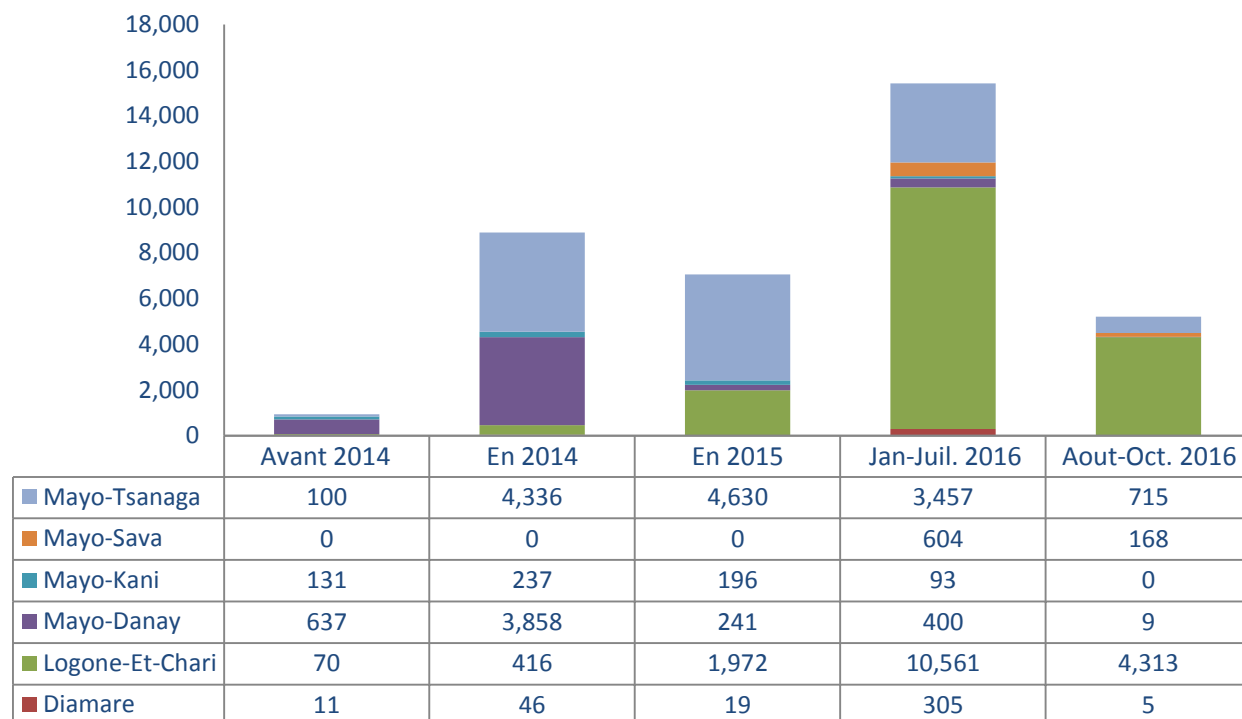
Provenance par Département	Nigéria	RCA	Total
Diamaré	31	305	336
Logone-Et-Chari	435	-	435
Mayo-Danay	57	-	57
Mayo-Kani	496	94	590
Mayo-Sava	-	-	-
Mayo-Tsanaga	1,996	-	1,996
<b>Total</b>	<b>3,015</b>	<b>399</b>	<b>3,414</b>

Notes: 1) DEFINITION: Pour ce numéro de la DTM, la catégorie « retournés » inclut les citoyens Camerounais revenus d'un pays étranger, et les anciens PDIs qui sont retournés dans leur village d'origine.

- 20% des retours dans la région de l'Extrême-Nord ont eu lieu en 2015 et 53% en 2016.
- 14% des retournés sont revenus dans leur lieu d'origine entre Août et Octobre 2016.

### Tendances des Retours par Département et Période

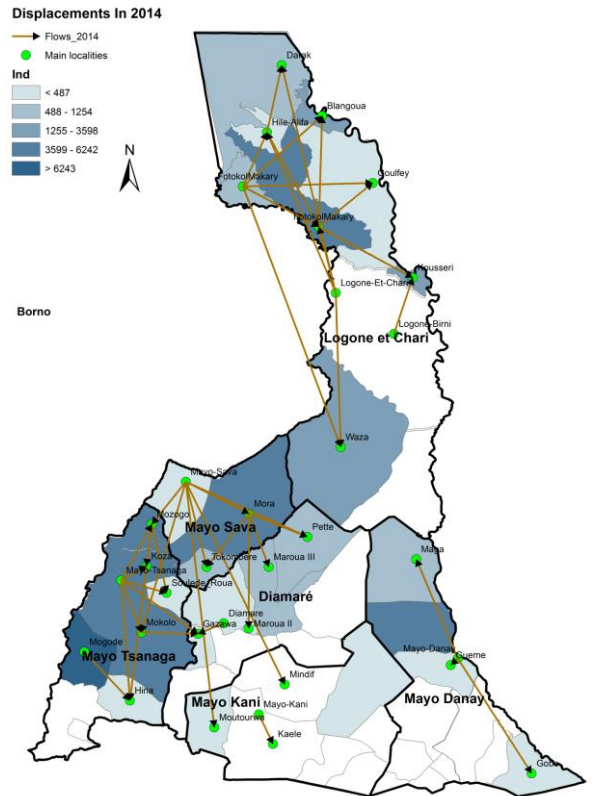
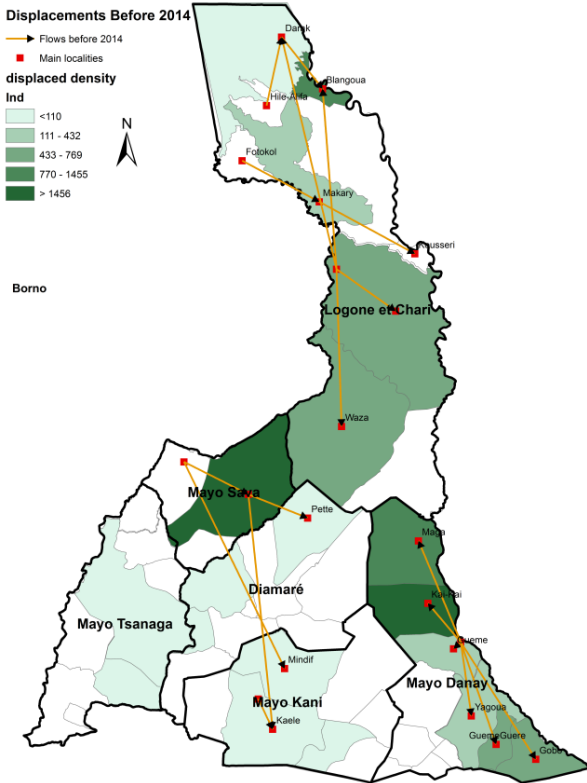
#### Périodes de retour par département



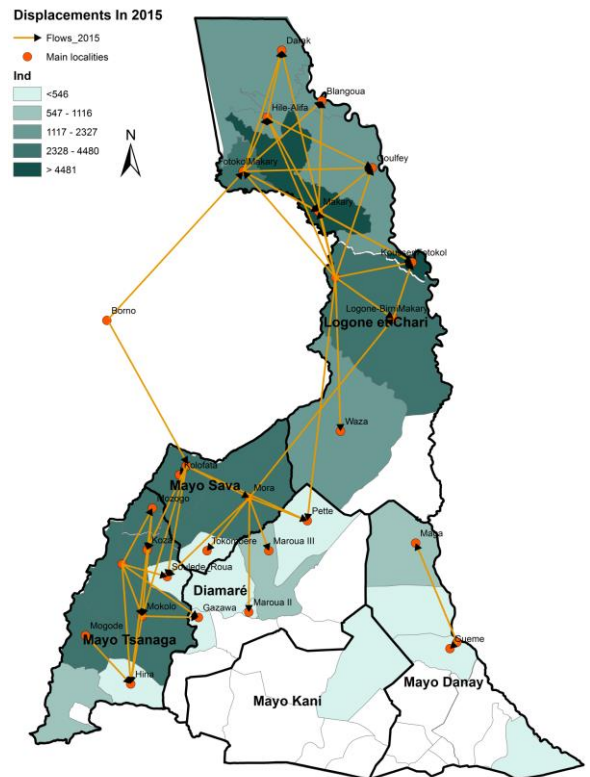
- Les tendances de retour se sont progressivement déplacées vers le département du Logone-Et-Chari où la population retournée est constamment la plus élevée de la région depuis 2016, à la place du département du Mayo-Danay où des retours importants ont eu lieu jusque 2014 et le département du Mayo-Tsanaga qui était le département principal de retour en 2014 et 2015.
- La raison principale de déplacement dans le département du Mayo-Danay reste les inondations. Avant 2014 et l'insurrection de l'EIAO, les retours vers cette zone étaient vraisemblablement la conclusion normale d'un déplacement causé par les catastrophes naturelles.
- De manière consistante depuis le début de 2016, des retours importants continuent d'être observés dans le département du Logone-et-Chari, particulièrement dans les arrondissements de Makary (7,454), Waza (3,943) et Zina (3,526). Pour la période couverte par ce rapport, les arrondissements de Fotokol et Kousséri n'accueillent pas de retournés. La diminution de retournés observée dans l'arrondissement de Zina est vraisemblablement liée à l'inondation des zones de Yaeres (plaines inondées par les fortes précipitations de la saison des pluies).
- Le département du Mayo-Danay accueille des sites spontanés, notamment dans les arrondissements de Yagoua et à Pouss. Ces PDIs ont indiqué résider dans ces sites suite aux inondations importantes dans leurs villages en 2012. Leurs retours sont périodiques car ils retournent dans leur village pour cultiver mais craignent la saison des pluies et de nouvelles inondations, ce qui les empêche d'effectuer un retour durable.

## Flux de mouvement des populations déplacées avant 2014, en 2014, et en 2015

Flux combinés de déplacement et retours avant 2014 (vert), en 2014 (bleu), et en 2015 (vert)<sup>1</sup>



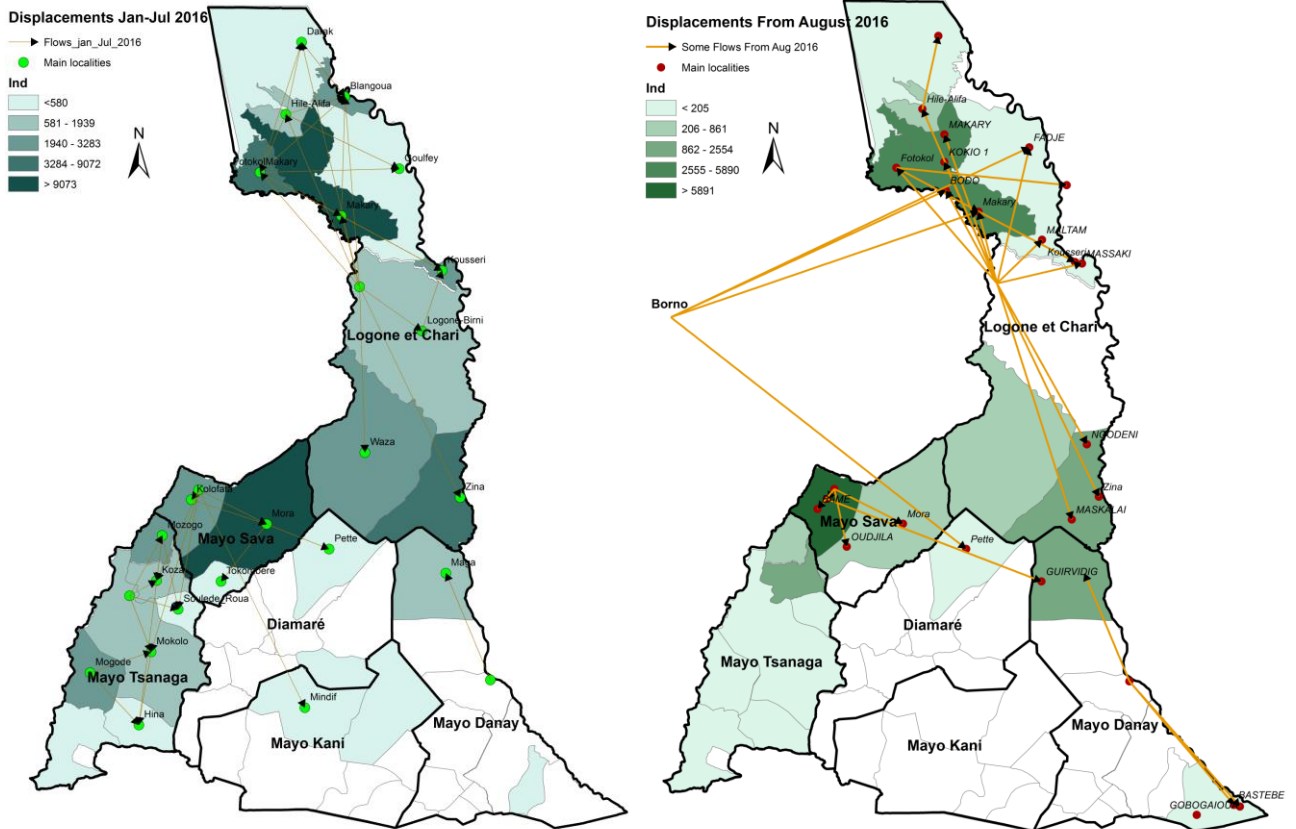
- Avant 2014, les flux principaux de déplacement étaient internes au département du Mayo-Danay et au département du Logone-et-Chari. D'autres flux montraient des départs du département du Mayo-Sava vers les départements du Diamaré et du Mayo-Kani.
- En 2014, les populations se déplaçaient à l'intérieur de la région de l'Extrême-Nord, avec plus de mouvements dans les départements du Logone-et-Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga. Les mouvements étaient principalement originaires de la région mais des individus déplacés venaient également de Borno et de l'Adamawa (Nigéria) au Cameroun.
- En 2015, les tendances de déplacement ont conservé les mêmes caractéristiques qu'en 2014, avec une plus grande magnitude. La plupart des mouvements observés sont concentrés dans les départements frontaliers du Nigéria, à savoir le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga et le Logone-et-Chari.



Notes: 1) Seuls les flux de population de plus de 500 individus sont représentés

## Flux de mouvement des populations déplacées en 2016

Flux combinés de déplacement et retours de Janvier à Juillet 2016 (bleu) et d' Août à Octobre 2016 (vert)



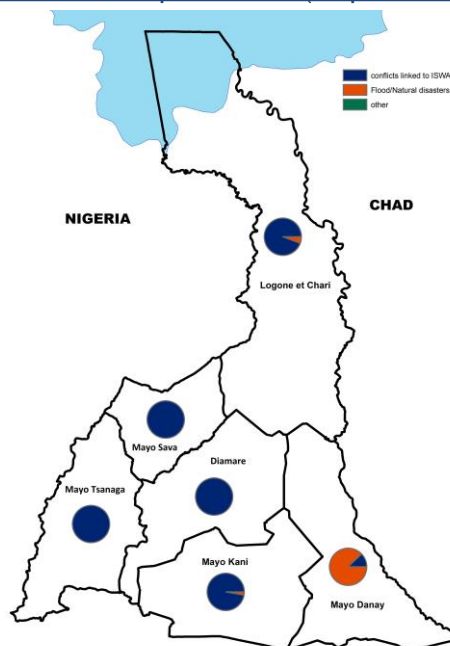
- Les flux de mouvement restent consistants, avec des populations se déplaçant principalement entre arrondissements dans le même département. 83% des mouvements identifiés ont eu lieu à l'intérieur des départements. Un nombre important de personnes déplacées continuent d'arriver dans les arrondissements de Makary, Kousséri et Fotokol dans le département du Logone-et-Chari. La présence d'un marché ouvert et d'une force militaire stable semble motiver une augmentation du déplacement vers Makary.
- Les mouvements semblent de plus en plus dirigés vers des localités considérées comme sécurisées du fait d'une présence militaire et de checkpoints. 23% des ménages interviewés ont indiqué avoir choisi leur zone de déplacement car il s'agissait de la ville sécurisée la plus proche. Cette tendance est également observée pour des villes telles Amchide et Kolofata Centre, où des mouvements accrus peuvent être attribués à la présence de postes militaires.
- Pette est le seul arrondissement du département du Diamaré accueillant des réfugiés non enregistrés (128 individus); la majorité est entrée au Cameroun par le département du Mayo-Sava avant d'atteindre Pette. Conformément aux précédentes phases, aucune population déplacée n'a été identifiée dans l'arrondissement de Bogo.
- Des flux de mouvements importants ont également été observés dans le département du Mayo-Sava, accueillant principalement des PDIs. Les déplacements dans ce département sont principalement vers les arrondissements de Mora et Kolofata. Des concentrations importantes de PDIs sont observées dans les villes importantes du département, vraisemblablement du fait de la sécurité garantie par la présence de postes militaires. Dans le département du Mayo-Tsanaga, les déplacements sont principalement vers les arrondissements de Koza, Mokolo et Mozogo. Des mouvements accrus ont également été observés dans le département du Mayo Danay, particulièrement dans l'arrondissement de Kai-Kai. Les informations reçues semblent indiquer une augmentation des retours du fait de la proche fin de la saison des pluies.
- Gréa (arrondissement de Kolofata) et Sagme (arrondissement de Fotokol) sont vides et leurs populations se sont déplacées dans le même département; de Gréa vers Kolofata (principalement au Lycée) et de Sagme vers Warou. La présence d'un poste militaire semble avoir été le facteur principal justifiant le choix de leur destination.



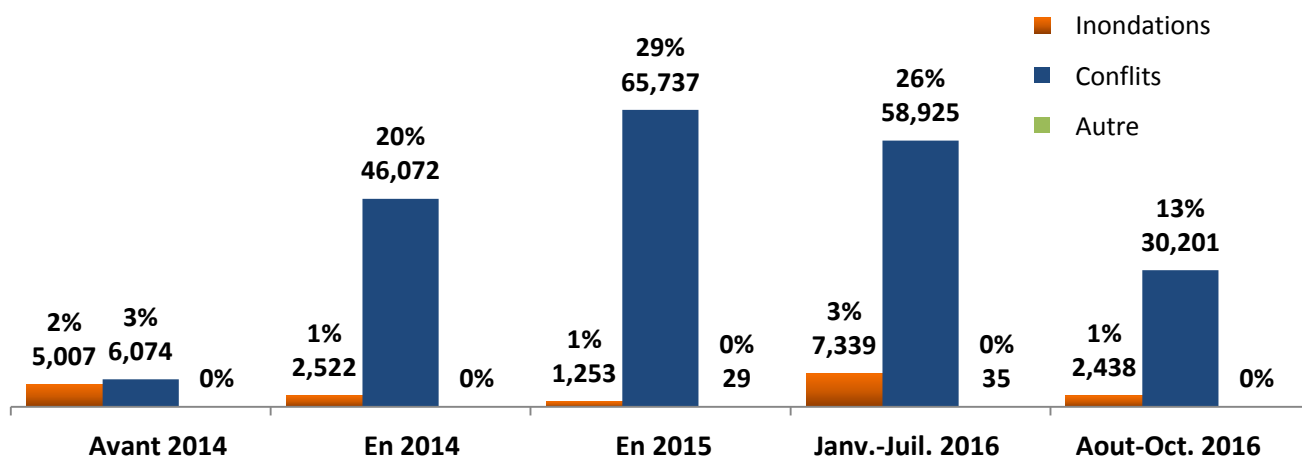
## 8. RAISONS DE DEPLACEMENT

- La principale raison de déplacement est le conflit lié à l'insurrection de l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO).
- 92% de la population déplacée l'a été à cause du conflit alors que 8% l'a été par des inondations et autres catastrophes naturelles.
- 100% de la population Nigériane réfugiée au Cameroun a quitté le pays à cause de la violence et du conflit.
- Le Mayo Danay est le seul département de la région où la majorité de la population est déplacée par les inondations et catastrophes naturelles (88%) plutôt que par le conflit (12%).

### Raisons de déplacement (Départements)



### Raison de déplacement des PDIs et réfugiés non enregistrés par période<sup>1</sup>



### Raisons détaillées de déplacement des PDIs et réfugiés non enregistrés

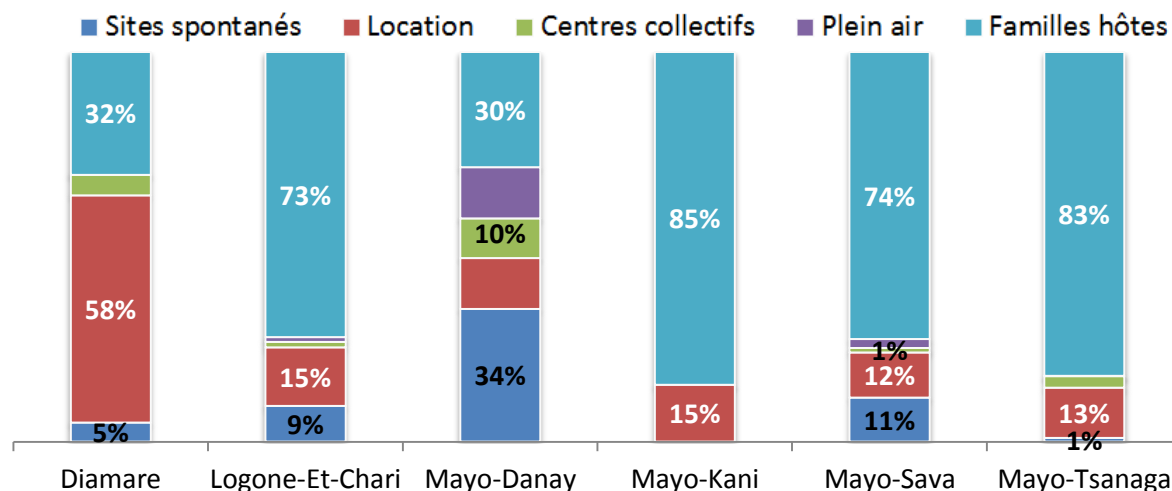
Conflits / EIAO		%
Attaque sur le village d'origine		36.28%
Maison brûlée / endommagée par une attaque de l'EIAO		20.77%
Attaque sur un village voisin (préventif)		12.62%
Peur d'une attaque sur le village (préventif)		10.13%
Affrontements entre l'armée et l'EIAO		9.85%
Impact négatif du conflit sur l'économie / moyens de subsistance		6.00%
Evacuation sur ordre ou conseil des autorités		4.36%
Inondations / Catastrophes Naturelles		%
Village inondé		98.84%
Village détruit par les feux de brousse		1.16%
Autre		%
Conflits intercommunautaires		96.30%
Recherche de l'Assistance Humanitaire		3.70%

Notes: 1) Les raisons de déplacement des PDIs par arrondissement et département sont disponibles en Annexe 3

## 9. TYPE D'ABRIS

- 72% des ménages déplacés vit dans des communautés hôtes alors que 15% vit en location, 9% dans des sites spontanés, 2% dans des centres collectifs, et 2% en plein air.
- 67% des ménages interviewés rapportent résider dans des communautés hôtes du fait de liens ethniques forts. Les autres ont choisi leur zone de déplacement car il s'agissait de la ville sécurisée la plus proche (23%), la zone d'accueil a été identifiée par les autorités (5%), pour des raisons économiques (3%) ou du fait de la présence de pâturages (2%).

Proportion des personnes déplacées par type d'abri.



- Pour cette période, 72% des ménages déplacés résident en familles hôtes. Novembre 2015 reste la période de DTM pour laquelle ce pourcentage était le plus élevé (84%).
- Les ménages déplacés dans les départements frontaliers avec le Nigéria et les plus affectés par le conflit semblent principalement résider dans les familles hôtes (Mayo-Tsanaga avec 83%, Mayo-Sava avec 74% et Logone-et-Chari avec 73%). La tendance est également vraie pour le Mayo-Kani avec 85% des ménages déplacés résidant en famille hôte, bien que ce pourcentage ne représente que 135 ménages.
- Dans les zones où le déplacement est principalement causé par les inondations, i.e. le département du Mayo-Danay, la plupart des ménages résident dans des abris plus précaires et isolés avec 34% vivant dans des sites spontanés, 10% dans des centres collectifs, 13% en location et 13% en plein air.
- Pour la période couverte par ce rapport, un accent important a été mis sur les informations collectées sur les abris afin de donner une image plus détaillée du déplacement. Une distinction claire a été faite entre les populations déplacées vivant en famille d'accueil comme faisant partie du ménage et ceux payant un certain montant pour vivre dans la maison. Cette seconde catégorie a été ajoutée dans l'analyse des logements loués, montrant que 42% des locataires vivent dans des familles hôtes alors que 58% sont des locataires indépendants.

*Abris en location:* Une part importante des déplacés, environ 15% des ménages déplacés, résident actuellement dans des abris en location. Les données collectées soulignent les points suivants :

- 9% des ménages payent moins de 2,500 CFA par mois, 37% entre 2,500 et 5,000, 39% entre 5,000 et 10,000, 11% entre 10,000 et 20,000, et 4% plus de 30,000.
- Dans la plupart des cas, le loyer est payé par le chef de ménage (83%).
- La majorité des ménages déclarent ne pas avoir les moyens de continuer à payer un loyer (77%), alors que 12% peuvent payer pour 1 mois, 4% pour 3 mois, 1% pour 9 mois, 1% pour 1 an, et 4% pour plus d'un an.
- Les alternatives identifiées par les ménages une fois qu'ils ne pourront plus payer de loyer sont : retour (30%), vente des biens de la famille (28%), résidence avec des amis ou de la famille (21%), autres alternatives (11%), plein air (5%), et camp ou site spontané (4%).

La Matrice de Suivi des Déplacements de l'OIM vise à collecter des données sur les populations déplacées dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Les données sont collectées auprès d'informateurs clés directement dans les zones accueillant des populations déplacées et sont vérifiées par d'autres sources clés, dont les ONG locales et internationales et les autorités locales. Les collecteurs de données sont formés à la méthodologie de la DTM avant d'être déployés pour collecter les données. Suivant la fin de la collecte des données, les données sont vérifiées avec les autorités locales, autorités régionales et autres sources clés.

Une *évaluation départementale de base* est effectuée dans chaque département de la région de l'Extrême-Nord. Tous les départements de la région sont visités pour assurer une compréhension approfondie du contexte régional. L'évaluation est effectuée avec des informateurs clés des autorités gouvernementales locales, des chefs traditionnels locaux et du personnel des ONG locales. L'objectif de l'évaluation départementale est de définir le nombre total de personnes déplacées au sein du département et d'identifier les arrondissements accueillant des populations déplacées et nécessitant donc une évaluation plus poussée.

Une *évaluation de base* est effectuée dans chaque *arrondissement* identifié comme hébergeant des populations déplacées. Cette évaluation est également effectuée avec des informateurs clés et permet l'identification des villages accueillant des personnes déplacées.

Une *évaluation de base* est effectuée dans chaque *village* identifié comme hébergeant des populations déplacées. L'objectif de cette évaluation est d'obtenir une idée précise sur les mouvements et les différentes catégories de population déplacée.

En outre, des *données démographiques* sont recueillies directement auprès d'un échantillon de ménages pour créer un profil démographique au travers d'une enquête sur leur intention de retour vers leur lieu d'origine.

Pour tenir compte de la complexité du déplacement dans le contexte de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, la DTM recueille des données sur trois (3) types de populations déplacées :

- Les Personnes Déplacées Internes.
- Les Réfugiés Non Enregistrés: La DTM du Cameroun définit un réfugié non enregistré comme un national d'un autre pays que le Cameroun (principalement le Nigéria) ayant trouvé refuge au Cameroun mais résidant en dehors du camp de Minawao et n'ayant pas été enregistré.
- Les Personnes Retournées : Dans le cadre de la DTM du Cameroun, la catégorie « retournés » inclut les citoyens Camerounais revenus d'un pays étranger, et les personnes déplacées internes qui sont retournées dans leur village d'origine.

Des documents additionnels (annexes) sont disponibles et incluent : Les Données de Population par Arrondissement, la Localisation des Déplacés (carte), les Raisons de Déplacements des PDI, et les Formulaires d'Evaluation d'Arrondissement et de Département.

---

**La DTM est mise en œuvre en partenariat avec deux Organisations Non-Gouvernementales (ONG) Camerounaises: Respect Cameroon et Saheli.**

---

**La DTM est financée par le service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO)**



Financé par  
l'Union européenne  
Aide humanitaire  
et Protection civile